

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE
Bureau des Procédures Environnementales

N° 2012-523

**Arrêté préfectoral de mise en demeure imposant à la société LEXY AUTOS PIECES
à LEXY de cesser tout transfert de déchets transfrontaliers de déchets et de se
mettre en conformité vis-à-vis du règlement européen 1013/2006 du 14 juin 2006
concernant le transfert de déchets**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National de Mérite*

VU règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 514-1, L. 541-2, L. 541-7 et R. 543-161 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral 15204 du 17 juin 1991 autorisant la société LEXY AUTOS PIECES OCCASIONS à exploiter les activités de stockage et de récupération de véhicules hors d'usage ainsi qu'une activité de négoce-achat vente de véhicules d'occasion sur le territoire de la commune de LEXY ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2006-514 du 4 mai 2006 délivrant à la société LEXY AUTOS PIECES OCCASIONS, pour une durée de 6 ans l'agrément PR 54 00003 D lui permettant d'exercer les activités de dépollution et de démontage de VHU et modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral d'autorisation 15204 du 17 juin 1991 ;

VU les constats réalisés par l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine 19 mars 2012, lors du contrôle du centre VH exploité par la société LEXY AUTOS PIECES OCCASION à LEXY ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine PP/MLZ/NW/234/2012 du 6 avril 2012 ;

CONSIDERANT que la société LEXY AUTOS PIECES a exporté vers des installations de valorisation ou d'élimination de déchets situées en Belgique des véhicules hors d'usage ainsi que

des déchets issus de leur traitement sans avoir respecté les dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets et qu'elle a ainsi commises des manquements graves à ce règlement et aux obligations faites par le code de l'environnement aux producteurs de déchets ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société LEXY AUTOS PIECES OCCASIONS est mise en demeure, dès notification du présent arrêté, de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement **dans ses installations situées au 64 rue de Longwy à LEXY**, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage (VHU) est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

Article 2 :

La société LEXY AUTOS PIECES OCCASIONS est mise en demeure, dès notification du présent arrêté, d'interrompre toute exportation de VHU dépollués ou de déchets issus du traitement de VHU tant qu'elle n'aura pas réalisé les démarches administratives ci-dessous :

Tout transfert transfrontalier de VHU dépollués vers une installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne doit être accompagné du document figurant à l'annexe VII du règlement européen du 14 juin 2006.

Pour les déchets relevant de liste orange, dont notamment les batteries, l'exploitant est tenu de déposer un dossier de notification de transfert transfrontalier de déchets auprès de la DREAL LORRAINE, pouvant consulter pour ce faire le site internet suivant <http://www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr/> rubriques prévention des risques □ risques et impacts industriels □ déchets □ transferts transfrontaliers de déchets.

Article 3 :

La société LEXY AUTOS PIECES OCCASIONS est mise en demeure de fournir à l'autorité administrative, le Préfet et l'inspection des installations classées, tous les éléments justificatifs et informations concernant la nature, les caractéristiques, les quantités, la destination et les modalités d'élimination ou de valorisation des déchets qu'il produit et remet à un tiers conformément aux dispositions de l'article L. 541-7 du code de l'environnement.

Article 4 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 5 - Recours

En application de l'article L 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative (tribunal administratif de Nancy) dans un délai de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée.

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de BRIEY et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- au directeur de la société LEXY AUTO PIÈCES OCCASIONS

et dont une copie sera adressée à :

au Maire de LEXY.

NANCY, le
Le Préfet,

16 AVR. 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY